



Assemblée générale

Distr. générale
26 février 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Points 112 et 119 de l'ordre du jour

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Gestion des ressources humaines

Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le Secrétaire général fait rapport tous les trois mois sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux, ainsi que l'en a prié l'Assemblée générale dans ses résolutions sur la gestion des ressources humaines. Chaque rapport trimestriel donne une vue d'ensemble du personnel fourni à titre gracieux (type II) nouvellement engagé pendant la période considérée, ventilé par département d'affectation, fonction exercée, durée de l'engagement et nationalité. Le présent rapport porte sur la période du 1er octobre au 31 décembre 1998, au cours de laquelle 43 membres de la catégorie de personnel visée ont quitté l'Organisation tandis que trois autres étaient engagés – l'effectif étant ainsi ramené de 134 à 94 personnes. Le présent rapport fournit également des renseignements sur les cas particuliers de l'Office des Nations Unies à Nairobi et du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Les données par pays, département ou bureau, fonction, etc., sont présentées dans les tableaux des annexes I à IX.

1. Au paragraphe 6 de sa résolution 51/243 du 15 septembre 1997, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire rapport tous les trois mois sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux visé au paragraphe 4 de ladite résolution, afin qu'elle puisse veiller au respect des dispositions de celle-ci.

2. Le présent rapport trimestriel actualise les précédents (A/52/709 et Corr.1, pour la période du 16 au 30 septembre 1997; A/C.5/52/43 pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1997; A/C.5/52/51 pour la période du 1er janvier au 31 mars 1998; A/C.5/52/56 pour la période du 1er avril au 30 juin 1998; A/53/715 pour la période du 1er juillet au 30 septembre 1998). Il porte sur la période du 1er octobre 1998 au 31 décembre 1998. Les données par pays, département ou bureau, fonction, etc., sont présentées dans les tableaux des annexes I à IX.

3. Au cours de la période considérée, 43 membres du personnel fourni à titre gracieux (type II) ont quitté les organes suivants : Département des opérations de maintien de la paix (25), Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (13), Tribunal international pour le Rwanda (4) et Office des Nations Unies à Nairobi (1).

4. Trois personnes supplémentaires ayant été mises gracieusement à la disposition de l'Office des Nations Unies à Nairobi, comme il est indiqué au paragraphe 6 du présent rapport, l'effectif total du personnel fourni à titre gracieux (type II), a donc diminué de 40 personnes, ce qui l'a ramené de 134 personnes au 30 septembre 1998, chiffre indiqué dans le rapport précédent (voir A/53/715), à 94 personnes au 31 décembre 1998.

5. Comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 9 de sa résolution 53/11 du 26 octobre 1998, un autre rapport lui sera présenté à la reprise de sa cinquante-troisième session sur l'abandon progressif de l'emploi de personnel fourni à titre gracieux (type II) à la date du 28 février 1999.

Office des Nations Unies à Nairobi

6. Au cours de la période considérée, l'Office des Nations Unies à Nairobi a déclaré avoir engagé trois personnes fournies à titre gracieux (type II) (voir annexe). Deux d'entre elles ont été recrutées après le 30 septembre 1998, alors que la troisième avait pris ses fonctions avant cette date mais n'avait pas été déclarée précédemment.

7. Un certain nombre de personnes fournies à titre gracieux (type II) engagées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement l'ont été, au départ, pour une période dépassant la date limite du 28 février 1999 fixée par l'Assemblée générale pour l'abandon complet de la formule des détachements à titre gracieux. L'Office a confirmé que son Directeur général avait fait le nécessaire pour que les intéressés soient partis à la date prescrite.

Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie

8. Avant le départ de 13 personnes mises gracieusement à la disposition du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, et à la demande expresse du Procureur, formulée en novembre 1998, le Tribunal a porté un cas exceptionnel à la connaissance du Département de la gestion : celui d'un coconseil de l'accusation dans un important procès en cours, dont on ne pourrait pas se passer dès la date fixée (28 février 1999). L'intéressé s'occupant du dossier depuis longtemps et le procès ne devant pas être terminé le 28 février 1999, son départ prématuré aurait porté un coup extrêmement grave au travail de l'accusation et la Cour ne pouvait s'y résigner, car il aurait gravement compromis les chances d'achever le procès sans délai et dans de bonnes conditions d'équité et d'efficacité. Aussi le Secrétaire général a-t-il approuvé la prolongation du contrat de l'intéressé – qui est la dernière personne détachée

à titre gracieux auprès du Tribunal – jusqu’au 30 juin 1999, ou jusqu’à la fin du procès s’il s’achève avant cette date.

Abréviations utilisées dans les annexes

APRONUC	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
ATNUSO	Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
DESA	Département des affaires économiques et sociales
DM	Département de la gestion
DPA	Département des affaires politiques
DPKO	Département des opérations de maintien de la paix
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant
Habitat	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
ITFY	Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie
ICTR	Tribunal international pour le Rwanda
MINUBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
MINUGUA	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala
MINURCA	Mission des Nations Unies en République centrafricaine
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MIPONUH	Mission de police civile des Nations Unies en Haïti
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUSIL	Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone
MONUT	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONUMOZ	Opération des Nations Unies au Mozambique
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUV	Office des Nations Unies à Vienne
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
UNOIP	Bureau chargé du programme Iraq
UNSCOM	Commission spéciale des Nations Unies

Annexe I

Personnel fourni à titre gracieux (type II) engagé au cours de la période du 1er octobre au 31 décembre 1998

<i>Département ou bureau</i>	<i>Pays</i>	<i>Date d'entrée en fonctions</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>
PNUE : Convention sur la conservation des espèces migratrices (Bureau de Bonn)	Allemagne (1; nouvellement engagé)	1er octobre 1998	Élaborer une campagne de sensibilisation du public au problème des espèces migratoires en Allemagne et pousser les organisations non gouvernementales à soutenir les projets de protection de la nature en Europe centrale et orientale	30 septembre 1999 Le Secrétaire général a ordonné à l'ONUN de se séparer de l'intéressé le 28 février 1999 au plus tard
PNUE : Convention sur la conservation des espèces migratrices (Bureau de Bonn)	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1; nouvellement engagé)	5 octobre 1998	Élaborer des propositions de projets concrets, en consultation avec le Bureau de la gestion administrative et financière, et assurer le suivi de leur mise en oeuvre	30 septembre 2000 Le Secrétaire général a donné pour instruction à l'ONUN de se séparer de l'intéressé le 28 février 1999 au plus tard
PNUE : Centre d'activité du programme pour l'industrie et l'environnement (Bureau de Paris)	Pays-Bas (1; n'avait pas encore été déclaré)	5 janvier 1998	Mettre en oeuvre le programme de travail visant à promouvoir des schémas de consommation durables, adopté par le Conseil d'administration du PNUE à sa dix-neuvième session	4 janvier 1999

Annexe II

Évolution des effectifs de personnel fourni à titre gracieux (type I)

<i>Date du rapport</i>	<i>Stagiaires non rémunérés I (a)</i>	<i>Experts associés (série 200) I (b)</i>	<i>Experts de la coopération technique (ST/Al/231/Rev.1) I (c)</i>	<i>UNSCOM (S/22508) I (d)</i>	<i>Total</i>
31 octobre 1996	131	76	31	112	350
30 septembre 1997	195	72	32	109	408
30 septembre 1998	214	115	31	18	378
31 décembre 1998	20	149	26	35	230

Annexe III

**Personnel fourni à titre gracieux (type II) :
ventilation par organe, par pays et selon la durée
de l'engagement, au 31 décembre 1998**

<i>Pays</i>	<i>Effectif total</i>	<i>Durée de l'engagement</i>		
		<i>Moins d'un an</i>	<i>Un à deux ans</i>	<i>Au moins deux ans</i>
Département des opérations de maintien de la paix				
Allemagne	1		x	
Argentine	1		x	
Australie	1			x
Autriche	1	x		
Belgique	1		x	
Brésil	1			x
Canada	1	x		
Danemark	1			x
Espagne	1			x
États-Unis	4			x
Fédération de Russie	1		x	
France	3		x	
Guatemala	1		x	
Irlande	1			x
Italie	1	x		
Namibie	1		x	
Norvège	1	x		
Nouvelle-Zélande	1		x	
Pays-Bas	1			x
République tchèque	1		x	
Royaume-Uni	1			x
Singapour	1		x	
Slovaquie	1		x	
Suède	1			x
Suisse	1			x
Turquie	2		x	
Total (DPKO)	75			
Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie				
États-Unis	1			x
Total (ITFY)	1			

<i>Pays</i>	<i>Effectif total</i>	<i>Durée de l'engagement</i>		
		<i>Moins d'un an</i>	<i>Un à deux ans</i>	<i>Au moins deux ans</i>
Tribunal international pour le Rwanda				
Canada	7	x		
Suisse	1	x		
Total (ICTR)	8			
Bureau de la coordination des affaires humanitaires				
États-Unis	1		x	
Suisse	1			x
Total (OCHA)	2			
Bureau chargé du programme Iraq				
France	1		x	
Total (UNOIP)	1			
Office des Nations Unies à Nairobi				
Allemagne	2		x	
Belgique	1			x
France	1		x	
Pays-Bas	1		x	
Norvège	1			x
Royaume-Uni	1		x	
Total (ONUN)	7			
Total général	94			

Annexe IV

Évolution des effectifs de personnel fourni à titre gracieux (type II), par organe

	<i>État au 31 octobre 1996</i>	<i>État au 31 septembre 1997</i>	<i>État au 30 septembre 1998</i>	<i>État au 31 décembre 1998</i>
Département des affaires économiques et sociales	12	5	0	
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	66	84	2	2
Département de la gestion	7	5	0	0
Département des affaires politiques	2	0	0	0
Département des opérations de maintien de la paix	141	133	100	75
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	1	0		
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	3	0		
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale				
Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie	55	52	14	1
Tribunal international pour le Rwanda	32	8	12	8
Bureau des services de contrôle interne	3	0	0	0
ONUN (Habitat + PNUE)	1	7	5	7
Bureau chargé du programme Iraq	0	0	1	1
ONUSV	7	1	0	0
Total	330	295	134	94

Annexe V

**Personnel fourni à titre gracieux (type II) : répartition
par pays au 31 décembre 1998**

	<i>Effectif</i>
Argentine	1
Autriche	1
Guatemala	1
Namibie	1
Nouvelle-Zélande	1
République tchèque	1
Slovaquie	1
Danemark	2
Espagne	2
Irlande	2
Suède	2
Turquie	2
Allemagne	3
Brésil	3
Fédération de Russie	3
Singapour	3
Suisse	3
Belgique	4
Pays-Bas	4
Australie	5
Norvège	6
Canada	8
Italie	8
Royaume-Uni	8
France	9
États-Unis	10
Total	94

Annexe VI

Fonctions exercées par le personnel fourni à titre gracieux (type II), par organe (autre que le Département des opérations de maintien de la paix), au 31 décembre 1998

Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (1)	Le conseiller juridique du Procureur contribue aux poursuites menées contre des individus, surtout des dirigeants disposant d'une certaine autorité, responsables des plus graves violations du droit international humanitaire ou de massacres.
Tribunal international pour le Rwanda (8)	Les huit enquêteurs sont chargés de planifier, d'organiser et de diriger des enquêtes délicates à mener sur le terrain, en exploitant toute technique disponible appropriée conformément à la législation applicable et aux principes et directives en vigueur.
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (2)	Une des deux personnes donne des conseils sur les orientations et apporte ses compétences de juriste dans le domaine du droit international humanitaire. Son expérience du terrain acquise avec le Comité international de la Croix-Rouge, particulièrement au Moyen-Orient, ainsi que son bagage juridique (application du droit humanitaire dans les pays musulmans) ont été des atouts précieux pour le Bureau. Il s'agit du seul juriste du système des Nations Unies qui ait une expérience concrète des opérations humanitaires. L'autre planifie et organise des séminaires de haut niveau sur la coopération internationale en ce qui concerne l'utilisation de matériel militaire ou de protection civile pour les secours en cas de catastrophe.
Bureau chargé du programme Iraq (1)	La personne donne des conseils d'expert à la Section de l'examen des contrats afin de l'aider à faire face au développement des programmes humanitaires depuis l'adoption de la résolution 1153 (1998) du Conseil de sécurité.
Office des Nations Unies à Nairobi (7) PNUE (Bureau de Nairobi)	Un analyste de base de données apporte une aide technique spécialisée au Service de l'eau. Une personne est chargée de coordonner diverses activités et certains ateliers de formation. Un écologiste suit l'évolution de la situation en ce qui concerne plusieurs questions relatives à l'environnement.
PNUE : Convention sur la conservation des espèces migratrices (Bureau de Bonn)	Une personne s'occupe d'élaborer un programme de sensibilisation du public au problème des espèces migratoires en Allemagne et de pousser les organisations non gouvernementales à soutenir les projets de protection de la nature en Europe centrale et orientale. Une autre s'occupe d'élaborer des propositions de projets concrets, en consultation avec le Bureau de la gestion administrative et financière, et d'assurer le suivi de leur mise en oeuvre.
PNUE : Centre d'activité du programme pour l'industrie et l'environnement (Bureau de Paris)	Une personne met en oeuvre le programme de travail visant à promouvoir des schémas de consommation durables, adopté par le Conseil d'administration du PNUE à sa dix-neuvième session.

Annexe VII

Fonctions exercées par le personnel fourni à titre gracieux (type II) affecté au Département des opérations de maintien de la paix (état au 31 décembre 1998)

<i>Unité administrative</i>	<i>Titre</i>	<i>Fonctions</i>
1. Bureau du Secrétaire général adjoint		
Bureau du Conseiller militaire	Chef du personnel militaire	Organise la relève des contingents et tient une base de données
	Administrateur du personnel militaire	Organise la relève des unités de police civile et tient une base de données
	Officier chargé de l'administration du personnel	S'occupe des questions de personnel et d'effectifs
	Officier chargé des affaires spéciales	Médailles, problèmes de discipline, base de données, effectifs
Centre d'opérations	Commis d'administration	Chargé de la coordination générale du secrétariat du Centre; assure des fonctions d'appui administratif concernant le personnel, les fournitures, les clients, les visiteurs et les activités du Centre
	Officier de permanence	Tient des dossiers d'information générale sur différentes composantes de plusieurs opérations de maintien de la paix (aspects politique et militaire, police, affaires civiles, questions humanitaires, logistique); établit ou révisé des rapports et des notes d'information, ainsi que des bases de données; assure la liaison entre les responsables de haut niveau, les missions et les États Membres; déclenche les procédures d'urgence en cas de crise
	Officier de permanence	Idem
	Responsable de l'information et de la recherche	Se tient en contact avec un ou plusieurs États Membres et obtient l'information voulue des centres de recherche et d'information dont ceux-ci disposent; établit des rapports sur les événements touchant des problèmes qui intéressent l'Organisation ou qui pourraient l'intéresser à l'avenir, notamment dans les domaines où interviennent des opérations de maintien de la paix, ainsi que sur les conditions de sécurité de par le monde
	Informaticien	Conçoit et exploite des systèmes automatisés de traitement de données et des systèmes de projection vidéo et de téléconférence
	Responsable de l'information et de la recherche	Se tient en contact avec un ou plusieurs États Membres et obtient l'information voulue des centres de recherche et d'information dont ceux-ci disposent; établit des rapports sur les événements touchant des problèmes qui intéressent l'Organisation ou qui pourraient l'intéresser à l'avenir, notamment dans les domaines où interviennent des opérations de maintien de la paix, ainsi que sur les conditions de sécurité de par le monde
	Responsable de l'information et de la recherche	Idem
2. Bureau des opérations		

<i>Unité administrative</i>	<i>Titre</i>	<i>Fonctions</i>
Division Asie et Moyen-Orient	Officier traitant (missions)	Officier traitant (affaires militaires) pour la MONUT, l'UNFICYP, l'UNMOGIP : comptes rendus de situation, questions opérationnelles, relèves, nominations à des postes importants, plans de modification militaire, conseils et coordination des activités quotidiennes
	Officier traitant (missions)	Idem pour la FNUOD, la FINUL et l'ATNUSO
Division Europe et Amérique latine	Officier traitant (missions)	Idem pour la MINURCA et la MINURSO
	Officier traitant (missions)	Idem pour la MIPONUH et la MONUG
3. Bureau de la planification et de l'appui		
Division de l'administration et de la logistique des missions		
Service de la gestion financière		
Groupe de la gestion de l'information	Administrateur chargé du Groupe	Analyse de l'information, responsable de la base de données des opérations de maintien de la paix
	Fonctionnaire des finances	Tient à jour le Manuel des coûts standard et aide à régler les problèmes d'inscription au compte de profits et pertes
	Administrateur chargé des demandes de remboursement	Coordonne le projet relatif au stock en souffrance de matériel appartenant aux contingents et dirige l'équipe chargée du matériel appartenant aux contingents
	Administrateur chargé des demandes de remboursement	S'occupe des demandes de remboursement relatives à des lettres d'attribution, pour 12 pays fournissant des contingents
	Administrateur chargé des demandes de remboursement	S'occupe des demandes de remboursement relatives au matériel appartenant aux contingents concernant l'APRONUC et des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité
	Administrateur chargé des demandes de remboursement	S'occupe des demandes de remboursement relatives au matériel appartenant aux contingents concernant l'ONUMOS, l'UNFICYP, la MONUIK, la FNUOD et la FINUL
	Administrateur chargé des demandes de remboursement	S'occupe des demandes de remboursement concernant des lettres d'attribution relatives à des pièces de rechange, pour tous les pays fournissant des contingents

<i>Unité administrative</i>	<i>Titre</i>	<i>Fonctions</i>
Service de la logistique et des communications		
Section du transport		
Groupe de la sécurité aérienne	Spécialiste de la sécurité aérienne	Aide à planifier, programmer et mettre en oeuvre la politique de l'ONU en matière de sécurité aérienne
Groupe du transport aérien	Spécialiste des opérations aériennes	Établit ou examine les cahiers des charges pour les marchés de longue durée en matière d'affrètement d'avions, ainsi que les lettres d'attribution dans le domaine militaire; gère les marchés et les lettres d'attribution de façon à optimiser l'utilisation des appareils
	Spécialiste des opérations aériennes	Établit ou examine les cahiers des charges pour les marchés de longue durée en matière d'affrètement d'avions, ainsi que les lettres d'attribution dans le domaine militaire; gère les marchés et les lettres d'attribution de façon à optimiser l'utilisation des appareils
Section des services électroniques		
Groupe des communications	Spécialiste des transmissions	Officier de secteur chargé des besoins des missions en matière de transmissions; examine les budgets et les rapports concernant la logistique et fournit des services d'appui dans son domaine de spécialité
Section du génie		
	Spécialiste du génie	Apporte un soutien aux missions situées en Europe, sur le plan de la logistique et notamment pour les problèmes liés à la liquidation du matériel en fin de mandat; gère des projets d'infrastructure (aérodromes, routes) et examine le matériel appartenant aux contingents sur le plan technique
	Spécialiste du génie	Perfectionne et alimente le Système de contrôle des avoirs sur le terrain (répertoires centraux des produits, nomenclature et codification du matériel et traitement électronique des données)
	Spécialiste du génie	Gestion des marchés en cours en matière de services de soutien logistique; élaboration et amélioration des cahiers des charges des nouveaux marchés et standardisation des modules d'hébergement préfabriqués en dur ou à parois souples; appui à la planification des projets d'architecture
	Spécialiste du génie	Planification des travaux de génie pour l'agrandissement de la MINURSO; soutien logistique opérationnel de la MINUGUA, de la MIPONUH et de la MINURSO; analyse des problèmes de génie sanitaire et des projets y relatifs, notamment ceux qui concernent l'épuration de l'eau
	Spécialiste du génie	Gestion du matériel et autres biens dans le domaine de la logistique; participe à l'appui fourni aux missions situées au Moyen-Orient sur le plan de la logistique
	Spécialiste du génie	Planification des travaux de génie pour les nouvelles missions en Afrique; soutien logistique opérationnel de la MONUA, de la MONUSIL et de la MINURCA; gestion des problèmes de pose de ponts militaires
	Spécialiste du génie	Appui à toutes les opérations de maintien de la paix en matière de génie de campagne et de matériel de détection de mines; soutien logistique opérationnel des missions en Asie (MONUT, UNMOGIP et MONUG)
	Officier du génie de combat	Analyse et traitement des demandes de remboursement concernant le matériel appartenant aux contingents; appui à toutes les opérations de maintien de la paix pour ce qui est du génie de combat et le matériel lourd
Section des opérations logistiques		

<i>Unité administrative</i>	<i>Titre</i>	<i>Fonctions</i>
Groupe des opérations en cours	Administrateur chargé du Groupe	Pour toutes les missions situées en Afrique : assure la coordination du soutien logistique; conseille, sur le plan de la logistique, ceux qui négocient les problèmes de remboursement du matériel appartenant aux contingents; vise les rapports de vérification relatifs au remboursement du matériel appartenant aux contingents
	Officier de secteur	Pour toutes les missions situées en Amérique du Sud : assure la coordination du soutien logistique; conseille, sur le plan de la logistique, ceux qui négocient les problèmes de remboursement du matériel appartenant aux contingents; vise les rapports de vérification relatifs au remboursement du matériel appartenant aux contingents
	Logisticien	Pour toutes les missions situées en Europe : assure la coordination du soutien logistique; conseille, sur le plan de la logistique, ceux qui négocient les problèmes de remboursement du matériel appartenant aux contingents; vise les rapports de vérification relatifs au remboursement du matériel appartenant aux contingents; supervise la liquidation de toutes les missions
Groupe des opérations envisagées	Logisticien	Planification de la logistique pour toutes les missions nouvelles ou renforcées
Section du transport		
Groupe du contrôle des mouvements	Spécialiste du contrôle des mouvements	Pour les missions situées en Europe, en Asie et en Amérique centrale : organise et gère les mouvements du personnel des contingents, des groupes de membres de la police civile et d'observateurs, ainsi que du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU
	Spécialiste du contrôle des mouvements	Pour les missions situées en Afrique et au Moyen-Orient : organise et gère les mouvements du personnel des contingents, des groupes de membres de la police civile et d'observateurs, ainsi que du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU
	Spécialiste des approvisionnements	Gère les marchés relatifs aux services d'appui
	Spécialiste des approvisionnements	Rations; élabore les cahiers des charges pour les services à fournir et les rations
Groupe du transport de surface	Spécialiste des transports	Gère la totalité du parc de véhicules militaires de l'ONU
Section des approvisionnements		
Groupe de l'approvisionnement général	Spécialiste des approvisionnements	Gère les contrats-cadres et supervise l'approvisionnement en fournitures et marchandises destinées aux militaires
Bureau du Secrétaire général adjoint		
Service de l'action antimines	Administrateur de programme	Est chargé de faciliter la mise en oeuvre du plan d'action antimines dans un certain pays; est responsable de la coordination des missions d'évaluation
	Administrateur de programme	Est chargé de faciliter la mise en oeuvre du plan d'action antimines dans un certain pays; peut avoir à exécuter toute tâche y relative
	Conseil en déminage	Donne des avis sur les techniques qui pourraient permettre de réaliser les plans d'action antimines plus efficacement et plus économiquement
	Conseil en déminage (administrateur de programme)	Chargé de faciliter la mise en oeuvre du plan d'action antimines dans un certain pays; coordonne les levés préliminaires des zones minées et les contacts avec le groupe chargé d'analyser les levés
	Conseil en déminage (administrateur de l'appui aux opérations)	Dirige et supervise les activités d'appui opérationnel du Service de l'action antimines; planifie et met en oeuvre les plans d'action antimines
	Conseiller technique	Donne des avis sur les techniques qui pourraient permettre de réaliser les plans d'action antimines plus efficacement et plus économiquement

<i>Unité administrative</i>	<i>Titre</i>	<i>Fonctions</i>
	Administrateur chargé de l'information	Aide à formuler, planifier et mettre en oeuvre le programme d'information du Service
Division de la planification		
Service de la planification des missions		
Groupe de la police civile	Adjoint du chef de groupe	Conseils, coordination, politiques, formation, séminaires, planification
	Responsable de secteur	S'occupe de l'UNFICYP et de la MINUGUA
	Responsable de secteur	S'occupe de la MONUSIL, de la MONUA et de la MINURCA
	Responsable de secteur	S'occupe de la MINUBH
	Responsable de secteur	S'occupe de la MINURSO et de la MIPONUH
	Spécialiste du soutien sanitaire	Planification, coordination, avis médicaux, rapports avec les pays fournissant des contingents et avec les médecins des forces
	Spécialiste du ravitaillement sanitaire	Questions relatives aux évacuations sanitaires, au matériel appartenant aux contingents, aux produits de pharmacie
	Planificateur	Conception et organisation des missions en Amérique latine
	Planificateur	Conception et organisation des missions en Afrique occidentale et orientale
	Planificateur	Conception et organisation des missions en Afrique du Nord et en Afrique centrale
	Planificateur	Planification générique, règles d'engagement, questions relatives à la sécurité
	Spécialiste de la préparation des missions	Conception et organisation de missions en Europe
Service de la planification des missions	Assistant administratif	Tient une base de données et accomplit des tâches administratives
	Chef du Groupe des forces et moyens en attente	S'occupe des forces et moyens en attente, du matériel appartenant aux contingents, des mémorandums d'accord
	Officier d'état-major	Coordination et planification générales
Groupe de la formation	Formateur	Planification, coordination, conseil aux pays fournissant des contingents
	Formateur	Conseil, formation
	Formateur	Base de données, Internet
	Instructeur	Séminaires, doctrines, ateliers de formation

Annexe VIII

**Effectifs du personnel permanent des organes
employant du personnel fourni à titre gracieux (type II),
au 31 décembre 1998**

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées</i>	Total (personnel permanent)	<i>Personnel fourni à titre gracieux</i>	<i>Ratio (exprimé en pourcentage) entre le personnel fourni à titre gracieux et le personnel permanent</i>
Département des opérations de maintien de la paix	129	178	307	75	24,4
Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie	287	282	569	1	0,2
Tribunal international pour le Rwanda	163	381	544	8	1,5
Bureau de la coordination des affaires humanitaires ^a	58	187	245	2	0,8
Bureau chargé du programme Iraq	19	35	54	1	1,9
Office des Nations Unies à Nairobi	66	336	402	7	1,7
Total	722	1 399	2 121	94	4,4

^a La forte chute de l'effectif du Bureau de la coordination des affaires humanitaires par rapport au 30 septembre 1998 s'explique par le transfert de fonctionnaires qui sont maintenant administrés par le Département des opérations de maintien de la paix à Bagdad.

Annexe IX

**Date d'entrée en fonctions et date d'expiration
de l'engagement du personnel fourni à titre gracieux (type II),
au 31 décembre 1998**

	<i>Pays</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Date d'entrée en fonctions</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>	
1. Département des opérations de maintien de la paix	Allemagne	1	13 juin 1997	28 février 1999	
	Argentine	1	27 février 1998	28 février 1999	
	Australie	1	30 décembre 1997	3 janvier 1999	
		1	16 décembre 1996	5 janvier 1999	
		1	20 janvier 1998	20 janvier 1999	
		1	22 janvier 1998	28 février 1999	
		1	3 mars 1998	28 février 1999	
	Autriche	1	4 août 1998	28 février 1999	
	Belgique	1	15 octobre 1996	28 février 1999	
		1	16 décembre 1996	28 février 1999	
	Brésil	1	2 septembre 1997	28 février 1999	
		1	1er juin 1996	28 février 1999	
		1	11 avril 1997	28 février 1999	
	Canada	1	15 mai 1998	28 février 1999	
		1	31 août 1998	28 février 1999	
	Danemark	1	6 janvier 1997	28 février 1999	
	Espagne	1	24 juin 1998	28 février 1999	
		1	15 octobre 1996	28 février 1999	
		1	22 juin 1998	28 février 1999	
	États-Unis	1	21 octobre 1996	22 janvier 1999	
		1	17 octobre 1995	28 février 1999	
		1	2 juillet 1996	28 février 1999	
		1	27 février 1997	28 février 1999	
		1	5 juillet 1997	28 février 1999	
		1	7 juillet 1997	28 février 1999	
		1	18 juillet 1997	28 février 1999	
		1	28 juillet 1997	28 février 1999	
		Fédération de Russie	1	30 juin 1995	28 février 1999
			1	27 janvier 1997	28 février 1999
	1		14 juillet 1997	28 février 1999	
	France	1	19 décembre 1994	28 février 1999	
		1	31 août 1995	28 février 1999	
		1	2 juillet 1996	28 février 1999	
		1	9 juillet 1996	28 février 1999	
		1	11 mars 1997	28 février 1999	
		1	16 juin 1997	28 février 1999	
1		11 août 1997	28 février 1999		
1		1er juillet 1997	28 février 1999		
Guatemala	1	1er juillet 1997	28 février 1999		

	<i>Pays</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Date d'entrée en fonctions</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>	
	Irlande	1	29 août 1995	28 février 1999	
		1	8 juillet 1997	28 février 1999	
	Italie	1	10 novembre 1994	28 février 1999	
		1	14 février 1995	28 février 1999	
		1	7 octobre 1996	28 février 1999	
		1	4 novembre 1996	28 février 1999	
		1	3 février 1997	28 février 1999	
		1	24 juillet 1997	28 février 1999	
		1	2 septembre 1997	28 février 1999	
		1	8 mai 1998	28 février 1999	
	Namibie	1	2 février 1998	28 février 1999	
	Norvège	1	1er août 1996	28 février 1999	
		1	3 septembre 1996	28 février 1999	
		1	25 juillet 1998	28 février 1999	
	Nouvelle-Zélande	1	15 mai 1997	28 février 1999	
	Pays-Bas	1	28 octobre 1996	28 février 1999	
		1	4 mars 1997	28 février 1999	
		1	1er avril 1998	28 février 1999	
	République tchèque	1	5 juin 1997	28 février 1999	
	Royaume-Uni	1	7 février 1997	15 janvier 1999	
		1	1er août 1998	29 janvier 1999	
		1	6 janvier 1997	19 février 1999	
		1	18 août 1997	28 février 1999	
		1	15 novembre 1997	28 février 1999	
		1	29 juin 1998	28 février 1999	
		1	27 juillet 1998	28 février 1999	
	Singapour	1	31 décembre 1997	28 février 1999	
		1	1er juillet 1998	28 février 1999	
		1	3 août 1998	28 février 1999	
	Slovaquie	1	7 novembre 1997	28 février 1999	
	Suède	1	16 avril 1995	28 février 1999	
		1	20 avril 1998	28 février 1999	
	Suisse	1	3 avril 1995	28 février 1999	
	Turquie	2	18 août 1997	28 février 1999	
Total (DPKO)		75			
2.	Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie	États-Unis	1	1er juin 1994	30 juin 1999
Total (ITFY)		1			
3.	Tribunal international pour le Rwanda	Canada	4	28 août 1998	28 février 1999
			3	29 août 1998	28 février 1999
		Suisse	1	5 septembre 1998	28 février 1999
Total (ICTR)		8			
4.	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	États-Unis	1	1er octobre 1997	28 février 1999
		Suisse	1	5 août 1996	28 février 1999

	<i>Pays</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Date d'entrée en fonctions</i>	<i>Date d'expiration de l'engagement</i>
Total (OCHA)		2		
5. Bureau chargé du programme Iraq	France	1	10 février 1997	28 février 1999
Total (UNOIP)		1		
6. Programme des Nations Unies pour l'environnement	Allemagne	1	23 mars 1998	28 février 1999
		1	1er octobre 1998	28 février 1999
	Belgique	1	1er juin 1997	28 février 1999
	France	1	18 mai 1998	28 février 1999
	Norvège	1	19 février 1996	14 février 1999
	Pays-Bas	1	5 janvier 1998	4 janvier 1999
	Royaume-Uni	1	5 octobre 1998	28 février 1999
Total (PNUE)		7		
Total général		94		